

## On ne naît pas *nadītum*, on le devient. Le rôle économique des *nadītums* dans la société paléo-babylonienne (1880-1595 avant notre ère)\*

par

Katrien DE GRAEF\*\*

MOTS-CLÉS. — Proche-Orient ancien; Période paléo-babylonienne; Sippar; Genre; Histoire socio-économique.

RÉSUMÉ. — Cet article expose le rôle joué par les *nadītums* dans l'économie de la ville paléo-babylonienne de Sippar. Appartenant au personnel du temple, célibataires et sans enfants, elles étaient à l'origine les dépositaires d'une partie du patrimoine familial qui pouvait ainsi être transmise à la génération suivante. En gardant non seulement passivement le patrimoine familial, mais aussi en l'augmentant activement, elles acquièrent une certaine autonomie économique qui leur a permis de développer un patrimoine personnel à côté du patrimoine familial, contribuant ainsi de manière significative à l'émancipation de la communauté des femmes célibataires non mariées dans la société paléo-babylonienne.

TREFWOORDEN. — Oude Nabije Oosten; Oud Babylonische periode; Sippar; Gender; Socio-economische geschiedenis.

SAMENVATTING. — *Je bent niet als nadītum geboren, je wordt nadītum. De economische rol van de nadītums in de Oud Babylonische maatschappij (1880-1595 v.o.t.).* — Dit artikel behandelt de rol die de *nadītums* bekleedden in de economie van de Oud-Babylonische stad Sippar. Behorend tot het tempelpersoneel en ongehuwd en kinderloos, waren zij in oorsprong de bewaarders van een deel van het familiepatrimonium dat op die wijze onverdeeld naar de volgende generatie kon overgedragen worden. Daar zij het familiepatrimonium niet enkel passief bewaarden maar ook actief vergrootten, verwierven zij een zekere economische autonomie, die hen ook in staat stelde om naast het familiepatrimonium een persoonlijk patrimonium uit te bouwen. Hierdoor droegen zij aanzienlijk bij tot de emancipatie van de gemeenschap van ongehuwde en kinderloze vrouwen binnen de Oud-Babylonische maatschappij.

KEYWORDS. — Ancient Near East; Old Babylonian Period; Sippar; Gender; Socio-economic History.

SUMMARY. — *One is Not Born, but Rather Becomes, a Nadītum. The Economic Role of the Nadītums in Old Babylonian Society (1880-1595 BCE).* — This paper deals with

---

\* Communication présentée à la séance de la Classe des Sciences humaines tenue le 15 mai 2018. Texte reçu le 24 mars 2019, soumis à *peer-review*. Version définitive, approuvée par les *reviewers*, reçue le 3 novembre 2019. L'article ici publié est une version abrégée et révisée d'une étude qui a paru précédemment en anglais (DE GRAEF 2018a).

\*\* Department of Languages and Cultures, Faculty of Arts and Philosophy, Universiteit Gent, Blandijnberg 2, B-9000 Gent (Belgique).

the role played by the *nadītums* in the economy of the Old Babylonian city of Sippar. Belonging to the temple personnel and being unmarried and childless, they were originally the keepers of a part of the family estate which could be transferred undivided to the next generation. Since they not only kept the family estate passively but also actively increased it, they gained a certain economic autonomy which allowed them to develop a personal estate alongside the family one, thereby contributing significantly to the empowerment of the community of unmarried and childless women in Old Babylonian society.

## 1. Introduction

Dans le cadre du projet de recherche en cours «prêtres et profits» [1]\*, une analyse des acteurs dans les textes économiques et juridiques paléo-babyloniens de la ville de Sippar a été réalisée à partir de la base de données prosopographique développée par l'unité de recherche assyriologique de l'Université de Gand (SiProsOB) [2]. Cette étude a révélé une activité économique féminine significative, en particulier dans les transactions de vente et de baux. La majorité des femmes agents économiques appartient à une classe spécifique, à savoir les *nadītums* [3] du dieu Šamaš. Leur activité économique est particulièrement apparente pendant les règnes de Šîn-muballiṭ, Hammurabi et Samsu-iluna, une période d'environ cent ans (*ca.* 1812-1712 avant notre ère), où la participation active de ces femmes est presque égale à celle des hommes. Cela s'explique certainement par l'abondance générale des sources écrites qui nous sont parvenues de cette partie de la période paléo-babylonienne, mais cela indique quand même clairement une tendance [4].

Par le passé, on a tenté de minimiser cette activité économique féminine en invoquant la distribution inégale de nos sources. D'après Elisabeth STONE (1982), la surabondance de *nadītums* attestées dans des activités économiques serait due au fait que les fouilleurs illicites de Sippar seraient tombés par hasard sur un nombre d'archives des *nadītums* conservées dans des maisons du *gagūm* où l'on considère généralement qu'elles résidaient [5]. Cependant, de nouvelles idées sur la composition des archives ont été développées depuis, fondées sur l'étude des archives d'Ur-Utu et la théorie des «chaînes de transmission» (TANRET & JANSSEN, à paraître) montrant que lorsqu'une propriété était vendue, le dossier entier des tablettes se rapportant à cette propriété — tous les documents de ventes antérieures, les échanges, les dons ou héritages, informant de l'origine et de l'évolution de la propriété — était transféré vers le nouveau propriétaire et placé dans ses archives, comme cela avait déjà été remarqué par CHARPIN (1986) et confirmé par les archives d'Ur-Utu. Ces idées montrent qu'il est tout simplement impossible que la majorité des tablettes économiques avec des *nadītums* comme acteurs ait été trouvée dans leurs archives. On peut donc conclure que l'argument d'Elisabeth Stone

---

\* Les chiffres entre crochets [ ] renvoient aux notes, pp. 33-34.

n'est plus valable et que nos données — aussi incomplètes soient-elles — reflètent une situation réelle (DE GRAEF 2016, 2018a).

Le fait que les *nadītums* soient devenues importantes dans la vie économique paléo-babylonienne [6] ne doit pas nous étonner. Afin d'éviter la segmentation du patrimoine familial dans une société où seuls les hommes avaient le droit d'hériter des biens fonciers, les familles aisées avaient décidé de laisser une partie de leur patrimoine à une fille sacrée *nadītum*. Comme *nadītum*, elle ne pouvait se marier ni avoir des enfants et sa part d'héritage retournait donc à la famille lors de son décès. C'était, en d'autres mots, une façon astucieuse de transférer une partie du patrimoine familial intégralement à la génération suivante. Dans ce sens, on pourrait considérer que ces femmes ne jouent qu'un rôle passif, manipulées par leur père et leurs frères pour faciliter le transfert du patrimoine. Mais était-ce aussi simple? Étaient-elles simplement soumises à la structure de la société ou étaient-elles dans certains cas actrices économiques autonomes? Ou était-ce une combinaison des deux?

## 2. La capacité d'agir sur le plan économique des *nadītums*

Dans sa théorie de la structuration, Anthony GIDDENS (1984) présente la dualité de la structure sociale comme un processus au cours duquel les structures et les acteurs interagissent pour former des systèmes sociaux qui, à leur tour, vont faire partie de cette dualité. Ainsi, les *nadītums* agissaient à l'intérieur de la structure sociale existante, du cercle délimité de leur société paléo-babylonienne mais, comme agents libres, elles ont repris des rôles économiques normalement réservés aux hommes. Même si leur capacité d'agir n'était pas le résultat de leur libre choix — ces rôles étant investis par leur famille —, le résultat non intentionnel était l'émancipation de cette classe spécifique de femmes en tant qu'acteurs économiques de premier rang.

Initialement, les pères ont dû procurer des moyens de subsistance — de toutes sortes mais aussi des biens fonciers à cause de leur durabilité — à leurs filles qui étaient «élevées» au rang de *nadītum*. Ce premier pas n'est pas aussi innocent qu'il en a l'air. Au lieu de se marier et de devenir en grande partie dépendantes de leur mari, ces jeunes femmes disposaient donc de leurs propres moyens, leur donnant, à part leur statut religieux, une autonomie économique et, dès lors, un statut émancipé dans leur société. Comme le montrent les textes, certaines d'entre elles ne gardaient pas seulement ce qu'elles avaient reçu mais l'augmentaient, en achetant des champs et des maisons, en prêtant, faisant un usage actif de leur émancipation. Cela devint ainsi un moyen fort profitable de conserver et d'agrandir considérablement le patrimoine familial, comme les biens fonciers pouvaient être transmis intégralement à la génération suivante. L'héritier d'une *nadītum* pouvait être son père, un frère ou un neveu, souvent une nièce également *nadītum* qui continuait ainsi le cycle. Dans certains cas, leur émancipation prenait encore

plus d'extension puisque les textes nous apprennent que certaines *nadītums* avaient le droit d'aliéner des biens fonciers, sans doute afin de jouer leur rôle économique de façon plus efficace encore. Toutes sortes de clauses étaient ajoutées pour spécifier jusqu'où leur capacité d'agir s'étendait [7].

## 2.1. GARDIENNES DU PATRIMOINE FAMILIAL

Nos textes documentent deux façons de faire revenir la part du patrimoine dans les mains d'une *nadītum* à la famille après son décès.

### 2.1.1. *Le fidéicommis*

Une première façon était le fidéicommis [8]. Cette pratique, attribuée aux Romains, existait déjà en Mésopotamie: un père donnait à sa fille *nadītum* des propriétés en spécifiant qui hériterait de ces propriétés après la mort de la *nadītum*. Plus de la moitié des dons paternels à leurs filles mentionnent le fidéicommis. Dans la plupart des cas, il s'agit d'un (ou plusieurs) de ses frères — exceptionnellement d'un neveu ou d'un homme dont la relation à la *nadītum* ne nous est pas (encore) connue, mais qui est fort probablement un membre de sa famille, par biologie ou adoption.

Une question importante se pose dès lors: qu'arrivait-il si le document de donation du père ne mentionnait pas de fidéicommis, ou, plus encore, si le texte stipulait explicitement que la fille pouvait donner son héritage «à l'héritier de son choix» (cf. note 7)? Comme son rôle était de transmettre le patrimoine intégralement à la génération suivante, devons-nous comprendre qu'en pareil cas, bien que le texte ne le spécifie pas, la liberté de la *nadītum* était en fait limitée et qu'elle pouvait choisir librement un héritier à condition qu'il ou elle appartienne à la famille ou soit adopté(e)? Ou devrions-nous comprendre qu'elle avait alors un pouvoir discrétionnaire total? Comment cela cadre-t-il avec l'idée que le père donnait une partie du patrimoine familial à sa fille pour que ce patrimoine reste dans la famille?

### 2.1.2. *Le contrat rēdit warkatīša*

Une autre façon de garder la propriété dans la famille était la désignation d'une héritière par la *nadītum*. Dans les contrats comportant l'expression *rēdit warkatīša* («celle qui prendra son héritage»), une *nadītum* désigne une autre *nadītum* comme son héritière en échange de moyens de subsistance. Bien que certains y voient une adoption — si une *nadītum* âgée adopte une jeune *nadītum* comme sa fille, cette dernière deviendra son héritière et devra, en échange, prévoir des moyens de subsistance pour la vieille *nadītum* [9] —, une minorité seulement de ces contrats la mentionne comme telle. Dans un certain nombre de cas, l'héritière est la nièce de la testatrice, ce qui tombe sous le sens: une tante *nadītum* transfère les propriétés à une nièce *nadītum* qui, à son tour, fera de

même plus tard pour continuer le cycle. Dans la plupart des cas, cependant, la relation entre la testatrice et l'héritière ne nous est pas connue, bien qu'on puisse supposer que bien souvent toutes deux devaient appartenir à la même famille.

Il pourrait y avoir un autre aspect à la relation entre les textes *rēdit warkatīša* et l'adoption. Sophie DÉMARE-LAFONT (2010 et à paraître) a montré que l'apprentissage est mentionné dans les codes de loi en termes d'adoption et que l'éducation crée *de facto* un lien familial produisant des effets juridiques équivalant à une adoption. Dans cette optique, un accord *rēdit warkatīša* impliquerait une relation de formation entre la testatrice et l'héritière — la *nadītum* plus âgée introduisant la plus jeune au statut de *nadītum* —, créant une relation artificielle mère-fille qu'il n'était pas nécessaire de formaliser par écrit puisqu'elle était une conséquence de l'accord. Cependant, cela signifie qu'une *nadītum* pouvait désigner une autre *nadītum* n'appartenant pas à sa famille comme son héritière — en dépassant peut-être une ou plusieurs membres de sa propre famille. Qui plus est, elle deviendrait sa «mère» l'introduisant au statut de *nadītum* et, bien que la jeune femme n'ait pas été adoptée pour transférer la propriété à la génération suivante, elle deviendrait sa «fille-apprentie» à cause de la relation éducative et ce n'est qu'en conséquence de cela qu'elle deviendrait son héritière. Dans ce cas, le patrimoine aurait donc pu être transmis à une *nadītum* en dehors de la famille, même s'il restait dans le groupe social des *nadītums*. Cela est évidemment en contradiction avec l'idée qu'une partie du patrimoine familial était légué à une fille *nadītum* afin de le transmettre intégralement à la génération suivante de sa famille.

### 2.1.3. Le cas des cousines de Bēlessunu contre Amat-Mamu

Un cas intéressant à cet égard nous est présenté par FIGULLA 1967 (part XLVII, 63/63a, texte daté dans la quatorzième année du règne de Samsu-iluna [10]). Ce document remplace un groupe de documents perdus et stipule que Bēlessunu, *nadītum* de Šamaš, fille de Mannium, désigne Amat-Mamu, *nadītum* de Šamaš, fille de Sîn-ilum, comme son héritière. L'héritage comprend quatre champs, une maison, deux terrains vagues, trois esclaves et deux chaudrons en cuivre. À partir du moment du contrat et jusqu'au moment du transfert de la propriété suite au décès de Bēlessunu, Amat-Mamu jouit de l'usufruit des champs et doit pourvoir à la subsistance de Bēlessunu en échange. Deux ans après le contrat *rēdit warkatīša* entre Bēlessunu et Amat-Mamu, des cousines de Bēlessunu portent plainte en prétendant qu'elles sont les héritières légitimes des champs inclus dans l'héritage d'Amat-Mamu:

*iš-tu be-le-sú-nu ap-lu-sà an-ni-tam a-na géme-<sup>d</sup>ma-mu dumu.munus sîn-dingir id-di-nu-ma mu.2.kam i-pé-ru-ši 'géme-<sup>d</sup>utu dumu.munus i-li-i-qí-ša 'ni-ši-i-ni-šu dumu.munus dingir-pí-<sup>d</sup>utu dumu.munus.meš a-aḥ-ḥi a-bi-ša a-na a.šà!-am ša pí-i tup-pí an-ni-im ir-gu-ma-ma ṭup-pa-at nu-du-ni 'be-le-sú-nu*

Après que Bēlessunu ait donné son héritage à Amat-Mamu, fille de Sîn-ilum, et qu'elle [Amat-Mamu] lui [Bēlessunu] ait fourni des rations de nourriture pendant deux ans, Amat-Šamaš, fille de Ili-iqīšam [et] Nīši-īnīšu, fille de Annum-pī-Šamaš, filles des frères de son père [de Bēlessunu] ont porté plainte contre Bēlessunu concernant les champs décrits sur cette tablette (FIGULLA 1967, part XLVII, 63, ll. 36-40).

Après avoir examiné le document de donation de Bēlessunu, que son père lui a donné, le contrat *rēdit warkatīša* entre Narāmtum et Bēlessunu, sa nièce, et la plainte des cousines de Bēlessunu, les autorités de Sippar donnent raison à Bēlessunu, comme aussi bien la donation que le contrat *rēdit warkatīša* stipulent que Bēlessunu était entièrement libre de disposer de sa propriété comme elle le désirait:

*ṭup-pa-at nu-du-ni-e be-le-sú-nu lukur<sup>d</sup>utu ša<sup>1</sup> a-bu-ša ma-la ša-ša ú-ša-am-sú-ú-ši ṭup-pa-at ap-lu-ut na-ra-am-tum a-ḫa-at a-bi-ša [ša ap]-lu-sà id-di-nu-ši-im-ma [e-ma] e-li-ša ṭa-bu ap-lu-sà na-da-nam iš-ṭu-ru-ši*

Les tablettes de la dot de Bēlessunu, *nadītum* de Šamaš, dans lesquelles son père lui a donné le pouvoir de donner son patrimoine à qui elle veut, les tablettes de l'héritage de Narāmtum, sœur de son père, qui lui a donné son héritage et lui a écrit qu'elle pourrait donner son héritage à l'héritier de son choix (FIGULLA 1967, part XLVII, 63a, ll. 42'-46').

À la fin du texte, il est clairement mentionné que ni Ikun-pī-Sîn — l'oncle d'Amat-Mamu dans la maison duquel les documents avaient été conservés et ensuite perdus —, ni ses enfants, ni la famille de Bēlessunu ne pourront à l'avenir porter plainte contre Amat-Mamu:

*ud.kur.šē ša pi-i ṭup-pi an-ni-im<sup>1</sup> i-ku-un-pi<sup>d</sup>-sîn dumu.meš-šu ù ni-šu-ut be-le-sú-nu nita ù munus ma-li i-ba-aš-šu-ú a-na géme<sup>d</sup>ma-mu dumu.munus sindirir<sup>1</sup> ú-ul i-ra-gu-um*

À l'avenir, selon cette tablette, Ikun-pī-Sîn, ses enfants et la famille de Bēlessunu, homme ou femme, aussi nombreux soient-ils, ne porteront pas plainte contre Amat-Mamu, fille de Sîn-ilum (FIGULLA 1967, part XLVII, 63, ll. 66b-69).

Cela signifie qu'Amat-Mamu n'appartenait pas à la famille de Bēlessunu, bien que celle-ci l'ait désignée comme héritière et l'ait introduite au statut de *nadītum*, créant de ce fait une relation «mère-fille». Cette relation, cependant, ne signifie pas que la propriété de Bēlessunu restait dans sa famille, comme il est fort probable qu'Amat-Mamu, pour sa part, laisserait son patrimoine — (une part duquel) provenant de Bēlessunu — à un membre de sa famille. Il semble donc que si le don paternel ou le contrat *rēdit warkatīša* incluait une clause stipulant que la récipiendaire était libre de donner son héritage à l'héritier ou l'héritière de son choix, elle en avait en effet la pleine et libre disposition (fig. 1).

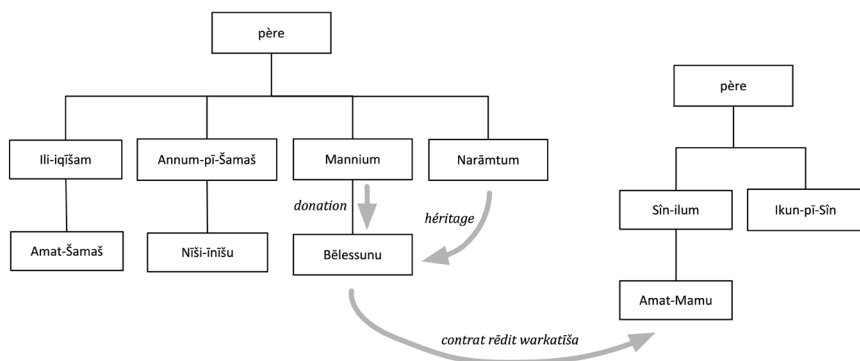


Fig. 1. — Aperçu du transfert de propriété au sein de la famille de Bēlessunu, d'une part, et de Bēlessunu à Amat-Mamu, d'autre part (Amat-Mamu appartient à la célèbre famille d'Akšaja dont l'arbre généalogique est connu, mais seules les personnes mentionnées dans FIGULLA 1967 (part XLVII, 63/63a) sont énumérées ici).

Le fait que les cousines de Bēlessunu ne réclamaient que les champs que celle-ci avait laissés en héritage à Amat-Mamu, mais pas la maison ni les terrains vagues, prouve, selon YOFFEE (2000, p. 55), que le patrimoine de Bēlessunu consistait en deux sortes de propriété : (1) le patrimoine familial — hérité ou donné à Bēlessunu par sa famille — qui devait être transmis intégralement à la génération suivante ; (2) sa propriété personnelle, obtenue par Bēlessunu par ses propres moyens, et dont elle pouvait disposer à sa guise.

Les cousines étaient clairement convaincues que les champs que Bēlessunu avait légués à Amat-Mamu faisaient partie du patrimoine familial, que donc elles en étaient les héritières légitimes comme elles appartenaient à la famille et que, de plus, elles continueraient le cycle des transmissions. Cependant, les autorités de Sippar rejetèrent leur plainte. Selon Yoffee, cela signifie que toutes les propriétés transmises par Bēlessunu à Amat-Mamu faisaient partie de son patrimoine personnel, distinct de sa part d'héritage — le patrimoine familial — qui retournerait à la famille après sa mort ou, en d'autres mots, que Bēlessunu acquit ces quatre champs, cette maison, deux terrains vagues, trois esclaves et deux chaudrons en cuivre par ses propres moyens et que, par conséquent, elle pouvait en disposer comme elle le désirait. Cela est évidemment possible mais on est en droit de se demander pourquoi les autorités de Sippar trouvèrent nécessaire d'examiner la donation de Bēlessunu et le contrat *rēdit warkatīša* entre Bēlessunu et Narāmtum, en ajoutant explicitement que les deux documents stipulaient que Bēlessunu avait l'entière libre disposition de ces biens. Si l'interprétation de Yoffee était correcte, les autorités devaient seulement s'assurer que la donation et le contrat *rēdit warkatīša* — étant le patrimoine familial — ne mentionnaient rien de ce que Bēlessunu avait légué à Amat-Mamu — étant son patrimoine personnel. Alors, pourquoi ajouter si

explicitement que ces documents stipulaient la libre disposition de Bēlessunu puisque cette clause, dans l'interprétation de Yoffee, n'avait aucune inférence sur le procès intenté par les cousines? Je pense qu'il est plus plausible que le pouvoir discrétionnaire de Bēlessunu était basé sur ces documents.

Quoi qu'il en soit, cela n'invalide pas l'hypothèse intéressante avancée par Yoffee que le patrimoine d'une *nadītum* consistait — ou pour le moins pouvait consister — en deux types de propriété: (1) le patrimoine familial, hérité ou donné par le père; (2) le patrimoine personnel, acquis par ses moyens propres, car cela correspond bien avec le rôle économique actif joué par ces femmes dans leur société: elles étaient largement impliquées dans les achats de champs, de vergers et de maisons, dans la location de ces biens, dans les emprunts d'argent et d'orge. En d'autres mots, elles n'étaient pas seulement les conservatrices (d'une partie) du patrimoine familial, mais agrandissaient aussi leur patrimoine. La question maintenant est de savoir si — et dans quelle proportion — elles agrandissaient le patrimoine familial ou le leur propre.

Traditionnellement, on part du point de vue que les *nadītums* agissaient au nom de leur famille — pères et/ou frères — et donc qu'elles agrandissaient le patrimoine familial (propriété type 1) [11]. Il va sans dire qu'elles s'efforçaient sans doute de faire cela: enrichir leur famille. Le résultat — et clairement le premier objectif de cette activité économique féminine — était l'enrichissement des classes aisées. La question, cependant, est de savoir si elles conservaient et agrandissaient uniquement le patrimoine familial. Si elles géraient aussi leur patrimoine propre (propriété type 2), la conséquence — sans doute imprévue — de leur capacité d'agir était l'émancipation de ces femmes comme acteurs économiques de premier rang pour leur propre bénéfice aussi.

Une question clé est donc si — et dans quelle mesure — elles agissaient seulement au nom de leurs familles ou également de leur propre chef. Comment distinguer entre ces deux types d'activité économique dans nos textes?

## 2.2. GESTIONNAIRES DE LEUR PROPRE PATRIMOINE?

### 2.2.1. L'«argent annulaire»

YOFFEE (2000, p. 53) a suggéré que les *nadītums* achetaient et louaient des biens immobiliers avec leur propre argent, souvent décrit comme «argent annulaire» (*ina ḥar kū.babbar-ša* ou *ina šawirīša*, littéralement «avec sa bague/torque (en argent)»). Ces propriétés pouvaient alors être léguées librement à qui elles voulaient, principalement à d'autres *nadītums* plus jeunes, en échange de subsistance dans leurs vieux jours.

En effet, dans les contrats de vente il est souvent indiqué qu'une *nadītum* achète avec son «argent annulaire». Qui plus est, dans la majorité des cas — plus de 68 % [12] — les *nadītums* achètent des champs, des maisons et des vergers avec cet argent. Dans les autres cas, elles paient avec de l'argent



non spécifié. La distinction dans les textes entre ces deux moyens de paiement était sans doute importante pour la comptabilité des *nadītums*. Cela signifie qu'elles avaient deux moyens de paiement et les questions qui se posent alors sont: (1) comment les *nadītums* acquièrent-elles ces deux types d'argent et (2) la propriété acquise avec «l'argent annulaire» avait-elle un autre statut et une autre destination que la propriété payée avec de l'argent «tout court»?

Il est généralement admis que l'«argent annulaire» était donné par le père, comme une sorte de dot, au moment où la jeune femme devenait *nadītum*. Cependant, selon YOFFEE (2000, p. 53), cet argent constituait son capital personnel, qu'elle pouvait investir comme elle le voulait et léguer à qui elle voulait. Étonnamment, une petite minorité seulement des dons et/ou dots paternels fait mention de l'argent. En outre, seulement quatre de ces textes (sur plus de quatre-vingt-dix) mentionnent une quantité d'argent explicitement appelé «argent annulaire».

#### 2.2.2. *Le cas d'Ahasunu: son «argent annulaire» vs son argent «ordinaire»*

Dans l'un de ces textes (DEKIERE 1994-1997, 19), Abīja fait don à sa fille *nadītum*, Ahasunu, d'un champ de 6,48 ha, de deux esclaves (un homme et une femme), d'un demi-kilogramme d'argent décrit comme «argent annulaire» et d'une parcelle de terrain *qaqqarum*. Un fidéicomis est nommé, à savoir Šamaš-īn-mātim, le frère d'Ahasunu. Dans un autre texte (FINKELSTEIN 1968, 63), Ahasunu et Šamaš-īn-mātim achètent un esclave appelé Ahuni au marchand Nabi-Sin pour 354,16 grammes d'argent «ordinaire». Nous pouvons supposer qu'Ahasunu achète l'esclave avec son frère en remplacement de l'esclave — alors décédé? — qu'elle avait reçu de son père et dont son frère devait hériter après sa mort. Cela expliquerait pourquoi on ne l'a pas acheté avec son «argent annulaire» — comme c'est un remplaçant — et pourquoi le frère et la sœur l'ont acheté ensemble — car il serait l'esclave d'Ahasunu aussi longtemps qu'elle vivrait, mais deviendrait l'esclave de son frère après sa mort.

Plus important, cependant, est le fait qu'Ahasunu désignera plus tard une autre légataire dans un contrat *rēdit warkatīša*. En effet, dans DEKIERE 1994-1997 (30), elle nomme Amat-Šamaš, *nadītum* de Šamaš, fille d'Iddin-Amurru, héritière d'un champ de 3,24 ha et d'une maison dans le *gagūm*. Aucune de ces propriétés n'a été mentionnée dans le don de son père. Amat-Šamaš était la nièce d'Ahasunu, comme l'indique un texte ultérieur (FINKELSTEIN 1968, 18) dans lequel les enfants d'Iddin-Amurru et de Šamaš-īn-mātim — deux frères d'Ahasunu — partagent le patrimoine familial [13].

En d'autres termes, cela prouve que le patrimoine d'Ahasunu se composait de deux types de propriété: (1) un patrimoine familial, que son père lui avait attribué, qui ira à son frère à sa mort; (2) un patrimoine personnel, acquis par

elle pendant sa vie, qu'elle léguera à sa nièce, Amat-Šamaš, devenue *nadītum* à son tour. Dans les deux cas, le patrimoine d'Ahasunu revient dans la famille: le patrimoine familial va à son frère Šamaš-īn-mātim, tandis que son patrimoine personnel va à la fille de son autre frère Iddin-Amurru. La situation est complexe. Šamaš-īn-mātim et son frère Iddin-Amurru ont chacun une fille *nadītum*. Un frère reçoit l'héritage familial (comme le voulait le père), sa fille ne reçoit rien d'Ahasunu. C'est la fille de l'autre frère qui reçoit le patrimoine personnel d'Ahasunu. Est-ce une façon d'équilibrer la transmission de la propriété? En tout cas, une distinction claire est opérée: le don du père est transmis au frère, le patrimoine personnel à une *nadītum* qui continuera sans doute cette forme de transmission.

Comment Ahasunu a-t-elle acquis le champ et la maison qu'elle a légués à Amat-Šamaš: les a-t-elle achetés avec son «argent annulaire» ou avec de l'argent qu'elle a acquis en louant le champ et le terrain *qaqqarum* qu'elle a reçus de son père? Ou les a-t-elle hérités d'une autre *nadītum* par un contrat *rēdit warkatīša*? Malheureusement, comme aucun autre texte impliquant Ahasunu n'est connu, nous ne saurons jamais tous les tenants et aboutissants de la question. Le fait que son «argent annulaire» figure parmi les biens qui doivent finalement aller à Šamaš-īn-mātim semble impliquer qu'il a droit à l'argent ou au bien-fonds qu'elle a acheté avec cet argent. Cela expliquerait la distinction entre payer avec de l'argent «annulaire» et payer avec de l'argent «ordinaire» dans les contrats de vente impliquant des acheteurs *nadītum*. Si cela est vrai, son «argent annulaire» faisait partie du patrimoine familial et devait rester au sein de la famille — sauf indication contraire — et ne constituait pas son patrimoine personnel, comme le suggérait Yoffee. Cela est corroboré par le fait que dans deux des autres dons paternels mentionnant de l'«argent annulaire» (PINCHES 1964, part XLV, 79; FIGULLA 1967, part XLVII, 30a), un fidéicommiss est nommé, le troisième (BUDGE 1898, part VIII, 5b) étant malheureusement cassé à l'endroit où cette indication aurait pu se trouver.

Trois autres textes jettent une lumière supplémentaire sur la manière dont divers types de propriété ont été transférés au sein de cette famille et sur le rôle joué par les *nadītums* à cet effet. Le *British Museum* (BM 67326) et FINKELSTEIN 1968 (part XLVIII, 18) montrent que la fille de Šamaš-īn-mātim, Huššutum, a également été ordonnée *nadītum* de Šamaš. Dans BM 67326, elle a acheté avec son père un champ de 4,68 ha à côté d'un autre champ appartenant à son père [14], ce qui impliquerait qu'elle était destinée à jouer le rôle de gardienne et de gestionnaire d'une partie du patrimoine familial. Il en va de même pour sa cousine Amat-Šamaš, qui a été nommée héritière par leur tante Ahasunu, mais possédait au moins un autre champ qu'elle louait, comme il est indiqué dans DEKIERE 1994-1997 (645). On ignore comment elle a acquis ce champ — son père le lui aurait peut-être donné, elle aurait pu l'hériter d'une autre *nadītum* ou elle aurait pu l'acheter avec de l'argent qu'elle avait gagné elle-même — mais une fois encore cela implique qu'une *nadītum* était censée



### 3. Conclusion

Malheureusement, nous ne disposons que d'informations fragmentaires et d'aucun dossier complet d'une seule *nadītum* spécifiant les dons, la dot, les achats, les baux, les prêts et l'héritage. Aussi sommes-nous dans l'impossibilité d'avoir un regard sur l'ensemble de l'activité économique d'une seule *nadītum*. Nous avons soit sa dot, soit son héritage mais pas de vente, de location ni de prêt ou l'inverse — une autre preuve que les fouilleurs n'ont jamais dégagé des archives de *nadītums* — et, par conséquent, nous avons seulement une image partielle de leurs vies et de leurs activités. Cependant, en combinant ces pièces et morceaux, nous pouvons quand même formuler des conclusions provisoires.

Bien que de plus amples recherches soient nécessaires, les cas présentés ici nous offrent une meilleure vue des différentes influences de la structure sociale sur la capacité d'agir féminine. Une première précondition était la classe sociale à laquelle ces femmes appartenaient: pour devenir une *nadītum*, il fallait naître riche et appartenir à l'élite urbaine. Une deuxième précondition était la décision familiale d'élever une fille au statut de *nadītum*. Étant *nadītum*, sa tâche principale était de préserver le patrimoine familial et de le transférer intégralement à la génération suivante. Elle ne pouvait faire cela que parce qu'elle était *nadītum* et donc célibataire et sans enfants. En d'autres mots, une troisième précondition était la règle religieuse du célibat et de la non-procréation, ce qui donnait aux *nadītums* une certaine indépendance, une autonomie et un pouvoir que les femmes mariées n'avaient le plus souvent pas. En gérant une partie du patrimoine familial, en générant du profit et en transmettant tout cela à la génération suivante, elles agrandissaient la fortune familiale, confirmaient leur statut social et illustraient la nécessité de poursuivre le système avec de jeunes *nadītums* qui reprendraient le cycle après elles.

Le degré de leur indépendance, de leur autonomie et de leur pouvoir montre également une dualité de structure. Leur capacité d'agir plus ou moins indépendamment se rapporte à plusieurs facteurs. Le plus important est la quantité de biens qu'elles recevaient ou héritaient par les dons, les dots ou contrats *rēdit warkatīša* provenant de leur père, d'autres membres de la famille ou d'individus en dehors de celle-ci et la mesure dans laquelle le principe du fidéicommiss s'appliquait. Plus grand était le patrimoine qu'elles recevaient, plus grand était le patrimoine personnel qu'elles pouvaient développer en donnant à bail des champs ou en prêtant la récolte de ces champs, bien que cela dépendait aussi de la situation économique générale et de leurs qualités d'entrepreneur. Moins leur capital initial était soumis au fidéicommiss, plus elles pouvaient accumuler des richesses personnelles dont elles pouvaient disposer à leur guise. En léguant leur patrimoine personnel à une collègue *nadītum*, elles enrichissaient, et donc émancipaient, le groupe social de célibataires sans enfants qu'étaient les *nadītums* dans la société paléo-babylonienne.

Il est donc parfaitement clair qu'on ne naissait pas *nadītum* mais qu'on le devenait.

NOTES:

- [1] Programme de Recherche du Fonds de la Recherche scientifique – Flandre (FWO) «Priests and Profits. The Role of the Temple in the Old Babylonian Economy (1911-1499 BCE)».
- [2] SiProsOB, abréviation de *Sippar Prosopography Old-Babylonian*, est une base de données relationnelle développée par l'unité de recherche assyriologique à l'Université de Gand. Actuellement, SiProsOB contient plus de soixante-sept mille attestations de noms de personnes figurant dans plus de neuf mille textes administratifs, juridiques et économiques paléo-babyloniens de Sippar.
- [3] *Nadītum* est généralement traduit par «prêtresse», suivant l'usage de «prêtresse» et «prêtre» pour désigner les membres féminins et masculins du personnel des temples en Mésopotamie. Cependant, une telle traduction peut être trompeuse car elle évoque l'image d'une femme qui exerce un ministère sacré dans une religion et y est chargée du service liturgique. Mais il y a là danger de projeter une conception religieuse moderne sur une fonction mésopotamienne dont le contenu exact ne nous est pas encore clair. BARBERON (2012) traduit *nadītum* par «religieuse», mais comme cette traduction évoque l'image d'une sœur ou nonne faisant partie d'une congrégation, elle est aussi inadéquate à mon sens (voir aussi note 5 à ce sujet). Je préfère donc ne pas traduire *nadītum* et utiliser le mot akkadien.
- [4] Voir DE GRAEF 2016 et 2018a.
- [5] *Gagūm* est généralement traduit par «cloître» et interprété comme une zone fermée de la ville où résidaient les *nadītums*. Cependant, la traduction «cloître» est trompeuse, car elle évoque une vie monastique impliquant l'austérité, la modestie et la chasteté et constitue une projection d'une conception chrétienne sur une institution mésopotamienne. De plus, des recherches récentes montrent que le sens et la fonction du *gagūm* doivent être revus, car il s'agissait à la fois d'un quartier urbain — pas exclusivement habité par des *nadītums* — et d'une institution à caractère économique et culturel (DE GRAEF 2018b). Je préfère donc ne pas traduire *gagūm* mais utiliser le mot akkadien.
- [6] Rivkah Harris a été la pionnière dans la reconnaissance du rôle économique des *nadītums* de Šamaš dans ses études sur la ville paléo-babylonienne de Sippar (HARRIS 1962, 1963, 1964, 1969, 1975, 1989). Depuis lors, des études sur les activités économiques de certaines *nadītums* ont été publiées, entre autres par VAN LERBERGHE (1994), STOL (1998) et LAHTINEN (2011). Le projet de recherche actuel dépasse la simple description des activités économiques de certaines *nadītums*, mais tente de définir le rôle de ces femmes dans l'économie de cette société en général.
- [7] Voir par exemple MEISSNER 1893, 7 (Ha 39), ll. 24-28: *mi-im-ma an-ni-im ša aš-qū-du-um a-bu-ša à ta-ra-am-sag.ila um-ma-ša a-na du-lu-uq-tum ma-ar-ti-šu-nu i-di-nu a-šar e-li-ša à-bu ap-lu-sà i-na-di-in* («Tout ce qu'Ašqudum, son père, et Tarāmsagila, sa mère, ont donné à Dulluqtum, leur fille, celle-ci peut le donner en héritage à qui elle désire») et FINKELSTEIN 1968, part XLVIII, 29 (AS), l. 19-22: *u<sup>4</sup>-mi ša pi<sup>4</sup> dub an-ni-im la i-di-nu-ši-im a-ša-ar e-li-ša à-bu ap-lu-sà i-na-di-in* («Le jour où il [= son frère] ne lui donnera pas comme indiqué dans cette tablette, elle peut donner son héritage à qui elle désire»).
- [8] «Le mot “Fideicomis” provient directement du latin. Il désigne une disposition testamentaire par laquelle le stipulant transmet un bien, ou tout ou partie de son patrimoine à un bénéficiaire apparent, en le chargeant de retransmettre ce ou ces biens à

une tierce personne spécifiquement désignée dans l'acte» (Dictionnaire juridique de Serge Braudo, online).

- [9] Voir STOL 1998.
- [10] Voir HARRIS 1969 (pp. 138-139, 143); YOFFEE 2000 (pp. 48-55); CHARPIN 1986 (pp. 121-140), 2000 (pp. 74-76) et 2010 (pp. 63-65); LION 2001; DE GRAEF 2016 (pp. 281-284) et 2018 (pp. 142-144). Une translittération et traduction française complète du texte sont disponibles sur [www.archibab.fr](http://www.archibab.fr).
- [11] Voir, entre autres, la réponse d'Elisabeth Stone à la communication de Rivkah Harris (HARRIS 1989, pp. 157-158).
- [12] En réalité, ce pourcentage devait être encore plus élevé, car nos textes sont souvent lacunaires et le terme «argent annulaire» n'est parfois indiqué que sur l'enveloppe, alors que pour certains documents, nous n'avons que la tablette.
- [13] Voir STOL 1998, p. 96; GODDEERIS 2002, pp. 156-157 et DE BOER 2014, pp. 133-134.
- [14] Pour BM 67326, voir DE BOER 2014, pp. 434-435.

## BIBLIOGRAPHIE

- BARBERON, L. 2012. Les religieuses et le culte de Marduk dans le royaume de Babylone. Mémoires de NABU 14. — Paris, Société pour l'Étude du Proche-Orient ancien.
- BUDGE, E. A. W. 1898. Cuneiform Texts from Babylonian Tablets in the British Museum. Part VIII. — London, British Museum.
- CHARPIN, D. 1986. Transmission des titres de propriété et constitution des archives privées en Babylonie ancienne. — In: VEENHOF, K. R. (Ed.), *Cuneiform Archives and Libraries: Papers read at the 30<sup>e</sup> Rencontre assyriologique internationale* (Leiden, 4-8 July 1983). Istanbul/Leiden, Nederlands Historisch-Archeologisch Instituut, PIHANS, 57, pp. 121-140.
- CHARPIN, D. 2000. Lettres et procès paléo-babyloniens. — In: JOANNÈS, F. (éd.), *Rendre la justice en Mésopotamie: archives judiciaires du Proche-Orient ancien (III<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> millénaires avant J.-C.)*. Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, pp. 69-111, 249-250.
- CHARPIN, D. 2010. *Writing, Law, and Kingship in Old Babylonian Mesopotamia*. — Chicago, University of Chicago Press.
- DE BOER, R. 2014. *Amorites in the Early Old Babylonian Period*. — Leiden University, PhD dissertation.
- DE GRAEF, K. 2016. *Cherchez la femme!* The economic role of women in Old Babylonian Sippar. — In: LION, B. & MICHEL, C. (Eds.), *The Role of Women in Work and Society in the Ancient Near East*. Boston/Berlin, de Gruyter, *Studies in Ancient Near Eastern Records*, 13, pp. 270-295.
- DE GRAEF, K. 2018a. Puppets on a string? On female agency in Old Babylonian economy. — In: SVÄRD, S. & GARCIA-VENTURA, A. (Eds.), *Studying Gender in the Ancient Near East*. University Park (PA), Eisenbrauns, pp. 133-156.
- DE GRAEF, K. 2018b. In *Taberna Quando Sumus*. On taverns, *nadītum* women, and the *gagūm* in Old Babylonian Sippar. — In: BUDIN, S. L., CIFARELLI, M., GARCIA-VENTURA, A. & MILLET ALBÀ, A. (Eds.), *Gender and Methodology in the Ancient Near East: Approaches from Assyriology and Beyond*. Barcelona, Institut del Pròxim Orient Antic and University of Barcelona Editions, pp. 77-116.
- DEKIERE, L. 1994-1997. *Old Babylonian Real Estate Documents from Sippar in the British Museum*. Mesopotamian History and Environment. Parts 1-6. — Wetteren, Cultura.

- DÉMARE-LAFONT, S. 2010. Travailler à la maison. Aspects de l'organisation du travail dans l'espace domestique. — In: MENU, B. (éd.), L'organisation du travail en Égypte ancienne et en Mésopotamie (colloque Aidea-Nice, 4-5 octobre 2004). Le Caire, Institut français d'Archéologie orientale, pp. 65-82.
- DÉMARE-LAFONT, S. (à paraître). Adoption and apprenticeship in the Old Babylonian period. — In: SUURMEIJER, G. (Ed.), Adoption in the Old Babylonian Period (proceedings of a workshop held in Ghent, 1-2 April 2010).
- Dictionnaire juridique de Serge Braudo, online (dictionnaire-juridique.com).
- FIGULLA, H. H. 1967. Cuneiform Texts from Babylonian Tablets in the British Museum. Part XLVII: Old-Babylonian *Nadītu* Records. — London, British Museum.
- FINKELSTEIN, J. J. 1968. Cuneiform Texts from Babylonian Tablets in the British Museum. Part XLVIII: Old-Babylonian Legal Documents. — London, British Museum.
- GIDDENS, A. 1984. The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration. — Cambridge, Polity.
- GODDEERIS, A. 2002. Economy and Society in Northern Babylonia in the Early Old Babylonian Period (ca. 2000-1800 BC). — Leuven, Peeters, *Orientalia Lovaniensia Analecta*, 109.
- HARRIS, R. 1962. Bibliographical notes on the *nadītu* women of Sippar. — *Journal of Cuneiform Studies*, 16 (1): 1-12.
- HARRIS, R. 1963. The organization and administration of the cloister in ancient Babylonia. — *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 6 (2): 121-157.
- HARRIS, R. 1964. The *nadītu* women. — In: BIGGS, R. D. & BRINKMAN, J. A. (Eds.), Studies presented to A. Leo Oppenheim, June 7, 1964. Chicago, University of Chicago Press, pp. 106-135.
- HARRIS, R. 1969. Notes on the Babylonian cloister and hearth: A review article of Figulla H. H., CT XLVIII Old Babylonian *Nadītu* Records, 1967. — *Orientalia*, 38: 133-145.
- HARRIS, R. 1975. Ancient Sippar: A Demographic Study of an Old-Babylonian City (1894-1595 B.C.). — Istanbul/Leiden, Nederlands Instituut voor het Nabije Oosten, PIHANS, XXXVI.
- HARRIS, R. 1989. Independent women in Mesopotamia? — In: LESKO, B. S. (Ed.), Women's Earliest Records from Ancient Egypt and Western Asia. Atlanta, Scholars Press, pp. 145-165.
- LAHTINEN, S. 2011. The *Nadītum* as Businesswoman. — Saarbrücken, Lambert Academic Publishing.
- LION, B. 2001. Un champ triangulaire dans un texte paléo-babylonien. — *NABU (Nouvelles Assyriologiques Brèves et Utilitaires)*, 4.
- MEISSNER, B. 1893. Beiträge zum altbabylonische Privatrecht. — Leipzig, J. C. Hinrichs.
- PINCHES, T. G. 1964. Cuneiform Texts from Babylonian Tablets in the British Museum. Part XLV: Old-Babylonian Business Documents. — London, British Museum.
- STOL, M. 1998. Titel altbabylonischer Klosterfrauen. — In: MARZAHN, J. & NEUMANN, H. (Eds.), Assyriologica et Semitica. Festschrift für Joachim Oelsner anlässlich seines 65. Geburtstages am 18. Februar 1997. AOAT 252. Münster, Ugarit Verlag, pp. 457-466.
- STONE, E. 1982. The social role of the *nadītu* women in Old Babylonian Nippur. — *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 25 (1): 50-70.
- TANRET, M. & JANSSEN, C. (à paraître). Chains of Transmission.
- VAN LERBERGHE, K. 1994. The ladies Amat-Aja and Šāt-Aja, business associates under Hammu-rabi. — *Orientalia Lovaniensia Periodica*, 25: 5-25.

YOFFEE, N. 2000. Law courts and the mediation of social conflict in Ancient Mesopotamia. — *In*: RICHARDS, J. E. & VAN BUREN, M. (Eds.), *Order, Legitimacy, and Wealth in Ancient States*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 46-63.